

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERELEC INDUSTRIES**

30 rue Gutenberg  
91070 Bondoufle

Références : **D2025**

Code AIOT : 0006503752

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement FERELEC INDUSTRIES implanté 30, rue Gutenberg ZI La Marinière 91070 Bondoufle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle 2025 (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERELEC INDUSTRIES
- 30, rue Gutenberg ZI La Marinière 91070 Bondoufle
- Code AIOT : 0006503752
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERELEC Industries, filiale du groupe Alliance Multi-Traitements, est située ZAC de la Marinière à Bondoufle. Cette société, créée en 1994, est spécialisée dans le traitement électrolytique et chimique en petite et moyenne série, de la petite à la très grande dimension. Les principaux clients de la société sont le secteur de l'aéronautique (AIRBUS) et les activités de forage de sol. Suite à la crise sanitaire, l'installation a diversifié ces activités en se tournant vers le secteur

militaire, nucléaire et médical. L'installation est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI3/BE 0014 en date du 27 février 2009. 18 personnes travaillent actuellement sur le site : les employés sont soit polyvalents afin de pouvoir travailler sur différents ateliers, soit dédié à un atelier spécifique.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Disconnecteur	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 1.2.1	Sans objet
2	Résultats rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 3.2.3 et 8.2.1	Sans objet
3	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.3.9.1 ET SUIVANTS	Sans objet
4	Consignes	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 2.1.2	Sans objet
6	Isolement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.2.4.2	Sans objet
9	Bassin confinement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.6.6.1	Sans objet
10	Entretien sondes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 et 54	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu.

L'exploitant doit seulement communiquer certains justificatifs complémentaires.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 1.2.1						
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative						
Prescription contrôlée :						
extrait projet arrêté préfectoral en cours d'élaboration :						
Rubrique	Alinéa	Régime(*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3260		A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Traitement de surface  bain de zinc cyanuré 800 litres  Atelier 100 : 2406 L Atelier 200 : 11 650 L Atelier 300 : 2500 L Atelier 400 : 11 450 L  Atelier 500 : 45 000 L Atelier 600 : 12 610 L Atelier 700 : 3700 L Atelier 800 : 3717 L	93,3	m <sup>3</sup>

4120	2a	A	<p><b>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</b></p> <p><b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>		47,99	tonnes
2567	1b	DC	<p><b>Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique.</b></p> <p><b>1. Procédés par</b></p>	<p>Traitement de surface Atelier 100 :</p> <p>283 L Étain plomb 60/40</p> <p>283 L Étain plomb 15/85</p> <p>100 L Étain pur</p>	666	litres

			immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : b) Supérieur à 100 l, mais inférieur ou égal à 1000 l			
4130	2b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t		1,37	tonnes

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il applique déjà les dispositions du projet d'arrêté préfectoral communiqué par l'inspection. La procédure d'actualisation des prescriptions est engagée depuis plusieurs années avec l'inspection mais l'exploitant espère que la finalisation pourra se faire début 2026.

Concernant les activités, la société avait sollicité l'inspection sur la présence des murs coupe-feu au sein du bâtiment. L'inspection a communiqué sa position par courriel en date du 11 juillet 2025. Une réunion avec le propriétaire des locaux devait avoir lieu le lendemain de la visite d'inspection sur ce sujet. L'exploitant a confirmé le 18 décembre que l'assureur du propriétaire rejoignait l'avis de l'inspection.

L'exploitant a présenté les différents ateliers de production, notamment :

- l'atelier 300/400 dédié à l'aluminium
- l'atelier 500 (chrome) pour les rotors de forage pétrolier
- l'atelier 600 dédié à l'électroformage (aéronautique).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera à l'inspection si les volumes de bains et les activités de la société PROTETAIN, intégrée désormais aux activités de la société FERELEC, ont bien été portées à la connaissance de l'inspection dans le cadre de l'élaboration du nouvel arrêté.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Résultats rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 3.2.3 et 8.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Résultats rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations visées à l'article 3.2.2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273,15 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

POLLUANT	Valeurs limites (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200

SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

+

**AUTOsurveillance des émissions atmosphériques**  
L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle par un organisme extérieur, accrédité ou agréé par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire des émissaires visés à l'article 3.2.2 sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 3.2.3 en vue de déterminer leurs concentrations et leurs flux.

**Constats :**

L'exploitant a communiqué les résultats des campagnes 2024 et 2025 par courriel du 7 novembre 2025.  
Les résultats des 2 campagnes sont conformes aux valeurs limites.  
Par sondage, l'inspection a vérifié le contenu de l'étude 2025 : il ressort que l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ont été analysés. La fréquence annuelle de contrôle est respectée au regard des années 2024 et 2025. Concernant l'intervenant extérieur, c'est la société APAVE qui est accréditée COFRAC, qui a réalisé les mesures.

**Type de suites proposées : Sans suite**

### N° 3 : Qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.3.9.1 ET SUIVANTS		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.		
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2		
Débit de référence	Maximal : 5 m <sup>3</sup> /j	Moyen journalier : 3 m <sup>3</sup> /j
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Chrome VI	0,2	0,1



Chrome III	2	2
Cuivre	2	2
Fer	5	5
Nickel	2	2
Zinc	3	3
MES	30	30
DCO	600	600
Cyanures	0,1	0,1
Fluorures	15	15
Azote global	150	150
Phosphore	50	50
Indice hydrocarbures	5	3
AOX	5	5
Tributylphosphate	4	1

Les valeurs limites d'émission sont contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Indice hydrocarbures	5	3

**Constats :**

L'exploitant a communiqué par courriel en date du 7 novembre 2025 les résultats relatifs à la qualité des eaux pluviales 2024 ainsi que ceux relatifs aux eaux industrielles après traitement sur les dates des 7 mars et 5 décembre 2024.

Concernant les résultats sur les eaux pluviales, ces derniers sont conformes et comportent l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté préfectoral.

Concernant les eaux industrielles, les concentrations rencontrées sont très largement inférieures aux valeurs limites de l'arrêté. Tous les paramètres ont été analysés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La dernière analyse 2025 sur les eaux industrielles est à communiquer.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Consignes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 2.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes

**Prescription contrôlée :****Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les documents relatifs à la gestion de l'exploitation de son site. L'exploitant dispose également des éléments d'informations relatifs aux équipements sous pression présents

<p>sur site (seul équipement concerné : compresseur).</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des stocks relatifs aux produits chimiques. Ces derniers sont placés dans deux locaux dédiés fermés à clef, avec des rétentions et sous détection incendie avec report d'alarme. Les produits sont disposés en fonction de leur compatibilité.</p> <p>Un test du système de détection a été autorisé par l'exploitant (utilisation d'un gaz témoin) : le test s'est avéré concluant (détecteur est passé en mode "défaut rouge" et l'alarme s'est déclenchée avec report sur la centrale ainsi que report sur la télésurveillance (appel du gérant en parallèle par la société extérieure).</p> <p>L'exploitant a présenté la FDS de l'acide nitrique : cette dernière était conforme REACH. Les conditions de stockage listées dans la FDS sont mises en œuvre sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Disconnecteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disconnecteur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réseau d'alimentation en eau potable</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p> <p>Le système de disconnection équipant le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée doit être vérifié régulièrement et entretenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu confirmer la présence d'un disconnecteur sur le réseau AEP.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir les caractéristiques du clapet anti-retour présent sur le réseau de l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux</p>



d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

**Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

**Isolement avec les milieux**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

L'exploitant possède 2 obturateurs sur ses réseaux afin d'isoler son établissement. Les fiches de contrôle des obturateurs 1 et 2 en date du 27 juin 2025 ont été communiquées. Les fiches confirment le bon état de fonctionnement des dispositifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

**Prescription contrôlée :**

**âtiments et locaux**

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement.

**Constats :**



<p>Le rapport de vérification des dispositifs de désenfumage a été transmis par courriel du 12 novembre 2025. Le rapport établi par l'APAVE en date du 26/09/25 met en évidence 3 observations : le plan d'intervention n'est pas à jour et des exutoires ne se sont pas ouverts lors des essais (ateliers 800 et 100). Le reste des installations est fonctionnel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit communiquer les justificatifs relatifs aux opérations de remise en état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Installations électriques - mise à la terre Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le Q19 de son établissement en date du 5 avril 2025 (établi par l'APAVE). Le précédent contrôle date du 19 novembre 2024.</p> <p>L'exploitant a communiqué par courriel du 12/11/25 le même rapport Q19 mais celui-ci était annoté avec les dates de levées des écarts (interventions réalisées les 6 et 7 mai 2025).</p> <p>Le Q18 a été établi le 14 février 2025 : celui-ci conclut à des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le Q18 de 2026 ainsi que les justificatifs relatifs aux opérations de levée des écarts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 9 : Bassin confinement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/2009, article 7.6.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin confinement

**Prescription contrôlée :**

**Bassin de confinement**

Un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 400 m3 avant rejet vers le milieu naturel. Ce bassin dispose d'une alarme en point bas qui est vérifiée périodiquement. Les modalités de contrôles ainsi que les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre.

La vidange de ce bassin suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, son éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

**Constats :**

L'exploitant dispose de barrières de confinement à placer aux différentes entrées du bâtiment. Ces barrières sont prêtes à l'emploi et facilement accessibles sur les façades des bâtiments. L'exploitant a communiqué les justificatifs d'entretien d'avril 2025 : des joints devaient être changés. Cette opération a été réalisée en mai 2025. L'exploitant a présenté la procédure relative aux gestions d'urgence et à l'utilisation/mise en place des barrières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Entretien sondes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 et 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien sondes

**Prescription contrôlée :**

Systèmes de détection automatique.

« I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

« II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes



susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

« Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles

+

Rétentions, régulation thermique et épuration.

« Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

« Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Les réacteurs de décyanuration et de déchromatation sont munis de rétentions sélectives, avec un déclencheur d'alarme en point bas. L'ensemble de l'ouvrage épuratoire est construit sur un revêtement étanche et inattaquable, dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.

« La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés cyanurés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques. »

**Constats :**

L'exploitant a communiqué la fiche d'entretien de l'atelier 200 d'octobre 2025.

Le jour de l'inspection , une autre fiche de suivi a été présentée pour un autre atelier.

Le formulaire de maintenance de l'établissement recensant les vérifications périodiques à réaliser a été communiqué.

Le système de détection des sondes dans les gaines d'aspiration des vapeurs des bains est en cours de mise à jour car les détecteurs sont très sensibles à l'humidité et des déclenchements d'alarme intempestifs sont recensés par l'exploitant. Le jour du contrôle, un déclenchement de ce type a d'ailleurs été rencontré.

L'exploitant a également communiqué le rapport N4 pour les moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant a disséminé tout autour de ses cuves de traitement des détecteurs de fuite au niveau des points bas. Ces détecteurs sont mobiles. L'exploitant vérifie tous les mois les détecteurs.

**Type de suites proposées : Sans suite**



**FERELEC – inspection 12/11/2025 – BONDOUFLE**



